

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**



**PREFECTURE DE LOT ET GARONNE**  
**Secrétariat Général Commun Départemental**  
**Place de Verdun**  
**47923 AGEN Cedex 9**

**OPERATION : 02533-08**

**REFERENCES DE L'AVIS D'APPEL A CONCURRENCE : 2026-DDT47-CASTELCULIER**

MARCHÉ DE CONCEPTION-RÉALISATION  
RÈGLEMENT DE CONSULTATION

---

**OBJET DU MARCHÉ :**

**Marché de conception-réalisation pour la réalisation d'un bâtiment modulaire à usage d'accueil des candidats aux épreuves pratiques du permis de conduire Poids Lourds et motos**

Assistant à maître d'ouvrage : SEM 47

Adresse : 6 Bis Boulevard Scaliger – 47000 AGEN

**Date limite de réception des candidatures et des offres : jeudi 5 mars 2026 à 12h00**

Horaires d'ouverture des locaux du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h

1. OBJET DU MARCHE – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES.....	4
1.1 Nature et étendue des travaux.....	4
1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution.....	5
1.3 Part du marché confiée au concepteur.....	5
2. CONDITIONS ET DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
2.1 Procédure de passation.....	7
2.2 Intervenants.....	8
2.3 Mode de dévolution : Marché unique.....	8
2.4 Décomposition en tranches et prestations.....	9
2.5 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles.....	9
2.6 Modification de détail au dossier de consultation.....	9
2.7 Délai de validité des offres.....	9
2.8 Documents composant le DCE.....	9
2.9 Visite des lieux d'exécution du marché.....	10
2.10 Indemnisation des candidats.....	10
3. RETRAIT DU DOSSIER.....	10
4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	11
4.1 Rappel des éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	11
4.2 Eléments nécessaires au choix de l’offre.....	13
5. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L’ATTRIBUTAIRE.....	15
5.1 Critères DE JUGEMENT DES OFFRES.....	15
5.2 Vérification de la situation des candidats - Attribution du marché.....	16
6. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	16
6.1 Conditions de la dématérialisation.....	16
6.2 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées.....	17

6.3 Modalités de signature des candidatures et des offres.....	18
7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	19
8. DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL.....	19
8.1 Assurance et frais de transport.....	19
8.2 Suite donnée à la consultation.....	19
8.3 Droits de propriété et publicité des projets.....	19

# 1. OBJET DU MARCHÉ – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

## 1.1 NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Le présent marché de travaux a pour objet la conception et la réalisation d'un bâtiment modulaire à usage d'accueil du candidat aux épreuves pratiques du permis de conduire Poids Lourds et motos.

L'installation de ce nouveau bâtiment sera réalisé sur un site en activité. L'objectif est d'améliorer les infrastructures actuelles en fournissant des espaces modernes et fonctionnels tout en minimisant les perturbations liées à l'installation de nouveau bâtiment.

Le prestataire retenu devra prévoir :

- Les études nécessaires à l'analyse des sites
- La conception et la réalisation du nouveau bâtiment modulaire selon le programme
- L'assistance au suivi des autorisations administratives
- Le suivi des travaux tout corps d'état dont les VRD nécessaires à ce type d'ouvrage jusqu'au parfait achèvement
- Le maintien de l'activité pendant les travaux

Les matériels mis en place comprennent le bâtiment modulaire, l'installation d'électricité CF/cf, de chauffage, de climatisation et de plomberie et le raccordement à l'ensemble des réseaux de viabilisation du site (AEP, pluvial, assainissement, télécoms, électricité). Ce bâtiment sera neuf.

La technicité nécessaire à la production des modules conditionne le processus de conception, il apparaît que seule une mission de conception-réalisation puisse répondre aux besoins du programme de l'opération.

De plus, le recours à cette procédure permet aux candidats de proposer des solutions techniques optimisées et innovantes. Cette procédure favorise aussi l'utilisation de matériaux et de techniques de fabrication adaptée aux contraintes de transport, d'assemblage et de performance énergétique. Ainsi, l'entreprise impliquée dès la phase de conception, peut ainsi proposer des innovations structurelles ou fonctionnelles permettant de maximiser les avantages du modulaire. Cette procédure permet d'assurer un meilleur contrôle de la qualité et de la conformité de projet.

Compte tenu de l'occupation actuelle du site, de l'emprise limitée disponible pour la réalisation des travaux et de la présence du public, la maîtrise d'ouvrage privilégie la solution d'une préfabrication en usine du bâtiment modulaire, afin de réduire au maximum les interactions et les interventions sur site.

Le processus de conception-réalisation offre la possibilité de lancer certaines phases en parallèle, (conception détaillée et fabrication des modules), ce qui raccourcit considérablement les délais de mise en œuvre sur site.

Le bâtiment modulaire doit respecter des standards élevés en matière de performance thermique, acoustique, structurelle et énergétique malgré la nature modulaire des composants.

Le groupement doit également garantir le respect des normes réglementaires dès la conception, limitant les ajustements en cours de projet. Cela permet aussi une grande flexibilité pour répondre à des besoins évolutifs, par exemple agrandir un bâtiment ou le démonter pour le relocaliser.

**Montant maximal de l'enveloppe budgétaire pour la conception et réalisation du projet : 135 000.00 € HT soit 162 000.00 € TTC.**

**Le non respect de l'enveloppe budgétaire allouée rend l'offre irrégulière et cette dernière sera rejetée.**

Lieu d'exécution : Impasse Didier Lapeyre 47240 CASTELCULIER

Les bâtiments sont de type ERP type R 5e catégorie, ils doivent respecter les réglementations en vigueur :

- L'installation doit être strictement conforme au code du travail / les locaux seront conçus avec le respect des minimums en vigueur et des attentes programmatiques.
- Les exigences de performances énergétique et thermique doivent correspondre aux normes actuelles à la date du dépôt du Permis de Construire / les locaux seront conçus et dimensionnés en fonction des besoins.
- Le bâtiment sera implanté dans le respect des règles d'urbanisme.
- Le bâtiment sera conçu dans le respect des règles de sécurité et d'accessibilité applicable
- Le bâtiment sera conçu pour respecter les réglementations sismiques et en fonction de l'état des sols

De plus, la maîtrise d'ouvrage cherche à concevoir des projets innovants :

- Objectif de réduction des coûts d'exploitation implique une vision en coût global qui sera transmise dès l'APD.
- Favoriser l'emploi de matériaux éco-labellisés ou répondant à des critères environnementaux tels que le bois, les isolants naturels ou matériaux à faible teneur en composés organiques volatils (COV).

## 1.2 DURÉE DU MARCHÉ – RECONDUCTION – DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

L'acte d'engagement identifie les délais estimés par le pouvoir adjudicateur. Les candidats pourront proposer dans leur offre un délai correspondant au coût optimisé.

A titre indicatif, les prestations d'études commenceront fin mars / début avril 2026

A titre indicatif, les prestations de travaux commenceront au mois de Septembre / Octobre 2026.

Le bâtiment devra être réceptionné (et toutes réserves levées) au plus tard pour le 31/12/2026

Reconduction :

Le marché ne sera pas reconduit.

## 1.3 PART DU MARCHÉ CONFIEE AU CONCEPTEUR

---

### 1.3.1 Mission de base de maîtrise d'œuvre relative à la conception des ouvrages et au suivi de leur réalisation

Conformément à l'article D2171-4 du CCP, le marché de conception-réalisation confiera au concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, les membres de leur sous-groupement) une mission de base de maîtrise d'œuvre comportant les éléments de mission suivants :

- 1) La reprise des études de conception, produites à l'appui de l'offre retenue d'un niveau au moins équivalent à celui d'études d'avant-projet définitif (APD) ;
- 2) L'établissement de dossier de demande de permis de construire (PC) [et, s'il y a lieu, des dossiers de demandes des autres autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération] ainsi que l'assistance apportée au maître d'ouvrage au cours de leur instruction et jusqu'à leur obtention ;
- 3) L'établissement des études de projet (PRO) ainsi que du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour l'ensemble des travaux ;
- 4) Le visa, après examen du respect des dispositions du projet, des études d'exécution (EXE) ou de synthèse (SYN) établies par le réalisateur (ou, en cas de pluralité de réalisateurs, par les membres de leur sous-groupement) ainsi que l'établissement de toutes les autres études d'exécution ou de synthèses nécessaires à la réalisation des ouvrages ;
- 5) Le suivi et la direction de la réalisation des travaux ;
- 6) L'assistance au maître d'ouvrage aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Conformément à l'article D2171-7 du CCP, les études d'avant-projet définitif (APD) auront pour objet de :

- a) Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- b) Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions des ouvrages, ainsi que leur aspect ;
- c) Définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques ;
- d) Participer à la vérification de la cohérence des éléments du projet et des prestations avec l'économie générale du marché de conception-réalisation.

Conformément à l'article D2171-9 du CCP, les études d'avant-projet définitif (APD) comprendront, en sus, l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du **permis de construire (PC) et**, s'il y a lieu, des **autres autorisations administratives**, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction et jusqu'à leur obtention.

Conformément à l'article D2171-10 du CCP, les **études de projet (PRO)** auront pour objet de :

- a)** Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;

- b)** Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- c)** Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
- d)** Transmettre au maître d'ouvrage les éléments lui permettant d'estimer les coûts d'exploitation des ouvrages ;
- e)** Participer à la vérification de la cohérence des éléments du projet et des prestations avec l'économie générale du marché de conception-réalisation.

Les études de projet comprennent, en sus, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour l'ensemble des travaux.

Conformément à l'article D2171-11 du CCP, le marché de conception-réalisation confiera à son titulaire **études d'exécution (EXE) et de synthèse (SYN)** nécessaires à la réalisation des ouvrages ; lesdites études auront pour objet, pour l'ensemble des ouvrages, d'établir tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants, sans nécessiter pour le réalisateur (ou, en cas de pluralité de réalisateurs, pour les membres de leur sous-groupement), d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

Conformément à l'article D2171-12 du CCP, lorsque des études d'exécution ou de synthèse n'auront pas été établies par le concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, par les membres de leur sous-groupement), celui-ci (ceux-ci) s'assureront que les documents qu'il(s) n'a (n'ont) pas établis respectent les dispositions du projet puis leur délivre son (leur) visa. Il est précisé l'établissement des études complémentaires susvisées (concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier) sera confiée au réalisateur (ou, en cas de pluralité de réalisateurs, aux membres de leur sous-groupement).

Conformément à l'article D2171-13 du CCP, le concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, les membres de leur sous-groupement) sera (seront) chargé(s) du **suivi et de la direction de la réalisation des travaux**.

- a)** Le suivi de la réalisation des travaux aura pour objet, d'une part, de s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées et sont conformes au marché de conception-réalisation et, d'autre part, que les demandes de paiement sont cohérentes avec l'avancement des travaux. Il comprendra, en sus, la participation aux réunions de chantier et le visa des procès-verbaux.
- b)** La direction de la réalisation des travaux aura pour objet d'organiser et diriger les réunions de chantier et en établir les procès-verbaux.

Conformément à l'article D2171-14 du CCP, le concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, les membres de leur sous-groupement) sera (seront) chargé(s) de l'**assistance au maître d'ouvrage aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)**. Par suite, il(s) sera (seront) associé(s) aux opérations de réception et à la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement. Il(s) participera (participeront) ainsi :

- a)** Aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- b)** Au suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- c)** A l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- d)** A la constitution du dossier des ouvrages exécutés, nécessaire à leur exploitation.

### 1.3.2 Autres éléments de mission de maîtrise d'œuvre

Le marché de conception-réalisation confiera, en sus, au concepteur (ou, en cas de pluralité de concepteurs, au membre identifié de leur sous-groupement ou, à défaut, au mandataire dudit sous-groupement) l'**ordonnancement**, le **pilotage et la coordination du chantier (OPC)**, conformément à l'article 2431-17 du CCP

## 2. CONDITIONS ET DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

### 2.1 PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation vise la passation d'un marché de conception-réalisation tel que défini à l'article L.2171-2 du code de la commande publique selon la procédure suivante :

***Procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique***

***Procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation***

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations, le pouvoir adjudicateur pouvant en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans l'affirmative, le pouvoir adjudicateur négociera avec tous les candidats. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables.

Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation, si elle est mise en œuvre, se déroulera en une phase. Une phase peut comporter plusieurs tours de négociation.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

En cas d'absence de remise d'une offre par le candidat dans le cadre de la négociation, l'acheteur tiendra compte de la dernière offre conforme remise par ce candidat pour procéder à son analyse.

### 2.2 INTERVENANTS

La mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage est assurée par : la SEM 47 – 6 Bis Boulevard Scaliger – 47000 AGEN

Elle comporte les prestations suivantes : suivi études et travaux jusqu'à la GPA

Le contrôle technique est confié à AICF – Mission : L + SEI + HAND (y compris attestation) + CONSUEL

La mission d'économiste de la construction est confiée à la maîtrise d'œuvre, membre du groupement.

La mission de coordonnateur, en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à :

- Pour la phase étude : ELYFEC – 29 rue Condorcet – 38090 Vault Milieu
- Pour la phase travaux : ELYFEC – 29 rue Condorcet – 38090 Vault Milieu

### 2.3 MODE DE DÉVOLUTION : MARCHÉ UNIQUE

Compte tenu des caractéristiques de la procédure et de l'objet du marché, le mode de dévolution retenu est le marché unique.

Le marché sera conclu avec un prestataire unique ou avec un groupement.

En cas de constitution d'un groupement, le maître d'ouvrage se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement Conjoint

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Une équipe « conception » constituée de :

- soit une société agissant en qualité d'entreprise générale,
- soit un sous-groupement de concepteurs agissant en qualité d'entreprises groupées conjointes. Le mandataire du sous-groupement de l'équipe de conception sera solidaire de l'ensemble de ses cotraitants.

L'équipe "conception" devra disposer nécessairement de la qualité d'architecte pour l'établissement du projet architectural, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi 77-2 du 3.1.1977 sur l'architecture.

Une équipe « réalisation » constituée de :

- soit une entreprise agissant en qualité d'entreprise générale,

- soit un sous-groupement d'entreprises agissant en qualité d'entreprises groupées conjointes (qualifiées et assurées pour réaliser des travaux tous corps d'état). Le mandataire du sous-groupement d'entreprise sera solidaire de l'ensemble de ses cotraitants.

Le groupement de conception-réalisation devra justifier au minimum des compétences suivantes :

- études d'architectures ;
- études d'ingénierie et techniques (structures, électricité CF/cf, CVC, gros œuvre) ;
- ordonnancement, pilotage et coordination de chantiers ;
- réalisation de bâtiments modulaires ;
- réalisation des travaux tous corps d'état (électricité CF/cf, CVC, peinture, gros oeuvre, etc.)

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements : non

En phase conception, le mandataire du groupement sera le mandataire du sous-groupement de l'équipe de conception. En cas de pluralité de concepteurs, le mandataire du sous-groupement devra être un architecte.

A l'issue de la phase conception, un changement de mandataire interviendra. Ainsi, en phase réalisation, le mandataire du sous-groupement d'entreprise deviendra mandataire du groupement de conception-réalisation.

## 2.4 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET PRESTATIONS

---

Le marché n'est pas découpé en tranches. Il comporte l'ensemble des prestations définies ci-dessous réparties en deux phases :

### Phase études

- Prestations n° 1 : Etudes Avant projet définitif
- Prestations n° 2 : Dossier permis de construire (y compris dépôt du permis de construire et suivi jusqu'à l'obtention)
- Prestations n° 3 : Etudes de Projet

### Phase réalisation des travaux

- Prestations n° 4 : Etudes d'exécution
- Prestations n° 5 : Travaux de réalisation de l'ouvrage
- Prestations n° 6 : OPC / Organisation du chantier
- Prestations n° 7 : Contrôle interne des travaux
- Prestations n° 8 : Contrôle interne des décomptes mensuels/Etats d'avancement des travaux par le maitre d'oeuvre
- Prestations n° 9 : Assistance à la réception des travaux par le maitre d'œuvre (établissement des documents de réception)
- Prestation n° 10 : Remise des DOE

## 2.5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

---

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

## 2.6 MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.7 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

---



Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours (cent quatre vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

## 2.8 DOCUMENTS COMPOSANT LE DCE

Les documents constituant le dossier de consultation sont :

- Le présent règlement de la consultation
- Le programme définissant les performances techniques et ses annexes
- Le cadre d'acte d'engagement
- Le C.C.A.P.
- Le rapport d'étude de sol G2 AVP
- Les plans topographiques avant travaux VRD
- Le plan de prévention des risques inondation (ppri)
- Le croquis du programme
- Le plan EXE des travaux de création des pistes du centre d'examen moto et poids lourds
- Les DICT du site

## 2.9 VISITE DES LIEUX D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Il n'est pas prévu de visite sur site, l'entreprise pourra si elle le souhaite se rendre librement sur le site.

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché d'une connaissance insuffisante des lieux.

## 2.10 INDEMNISATION DES CANDIDATS

Chaque concurrent, dont le groupement est conforme aux exigences demandées, ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation recevra une prime d'un montant de **700.00 €** hors taxe, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur.

La rémunération à verser au titre du marché de conception-réalisation tiendra compte de la prime reçue par l'attributaire.

La prime des candidats, dont les offres remises seraient jugées incomplètes ou non conformes au présent règlement par le maître d'ouvrage, sera réduite ou supprimée selon les modalités suivantes :

- |                      |       |
|----------------------|-------|
| • Absence de mémoire | 100 % |
| • Mémoire incomplet  | 50 %  |

Le maître d'ouvrage appréciera les offres incomplètes ou ne répondant pas au règlement de la consultation et procédera à la fixation définitive de la prime attribuée à chacun des candidats selon les prescriptions du présent règlement.

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera dans un délai de 30 jours , à compter de la date de réception de la facture par le candidat. Cette dernière devra être transmise dès réception de la notification d'acceptation ou de rejet de l'offre.

## 3. RETRAIT DU DOSSIER

### Cas général : DCE dématérialisé

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open office, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le profil d'acheteur.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles. En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique à l'adresse suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAide>

## 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

### 4.1 RAPPEL DES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA SÉLECTION DES CANDIDATURES

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est admis à déposer une offre, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'accord-cadre qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

- Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 complété sur ce point ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de la sélection des candidats admis à remettre une offre par les seuls candidats retenus (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

■ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles:

■ Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- **pour un concepteur** apportant la compétence minimale exigée en matière d'architecture : preuve de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle en France : une preuve qu'il possède ladite aptitude (preuve de l'inscription à l'ordre des architectes, par exemple)

■ Capacités économique et financière :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et son chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou de son début d'activité, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité (c'est-à-dire justifiant du paiement de la prime ou cotisation d'assurance pour la période en cours)

■ Capacités techniques et professionnelles :

- **Pour un concepteur** : une liste des principaux services fournis au cours des trois (3) dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire, ou à défaut, par une déclaration du candidat.
- **Pour un réalisateur** : une liste de travaux exécutés au cours des cinq (5) dernières années, assorti d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Lesdites attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. L'acheteur indique que les éléments de preuves il y a plus de cinq ans et moins de huit ans seront pris en compte.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou de(s) cadres de l'entreprise, notamment des responsables de prestation de service ou de conduite des travaux de même nature que celles du marché public
- L'indication des noms et des qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché de conception-réalisation.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2/ et 3/ ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché. En ce cas, il pourra produire une attestation du sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution du marché, selon les modalités fixées à l'article 6.3.

**Pour la présentation des éléments de leur candidature :**

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

■ de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique

■ des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le DUME peut être accessible :

■ Par le profil d'acheteur

■ Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

■ Par l'outil mis en place par la Commission européenne

Le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci, conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique. La vérification des capacités du candidat pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. Les candidats devront alors produire les pièces visées ci-dessus dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,

- d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
- et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,

- d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
- et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

## 4.2 ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES AU CHOIX DE L'OFFRE

Les candidats admis à remettre une offre, auront à produire, pour le choix de l'offre, les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française :

- Un projet de marché comprenant :
  - Un cadre d'acte d'engagement (AE) dûment complété pour valoir offre de prix
  - Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations

L'acte d'engagement précise notamment la répartition des prestations à exécuter par chacun des membres du groupement et la décomposition du prix forfaitaire

Si l'offre est produite par un groupement d'entreprises, il est précisé les points suivants :

- La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination de l'ensemble des cotraitants est identifiée. Elle lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants.
- La rémunération des mandataires des sous-groupements constitués éventuellement, pour leur mission de coordination, est incluse dans le prix des prestations et travaux réalisés par eux. Elle leur sera versée au fur et à mesure du versement de leurs règlements.

### ■ Un projet technique de niveau : Niveau Avant projet définitif

Au titre de la prestation, les concurrents devront fournir les documents suivants :

- Descriptif détaillé de la réalisation prévue
- Plan de niveau RDC au 1/100e
- Plan de masse au 1/100e
- Plan façades et coupe au 1/100e
- Visuel en 3D du bâtiment proposé
- Coût des travaux, décomposé par corps d'état

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) proposé par le prestataire selon le cadre de présentation qui leur est imposé et selon les exigences définies au programme dans le respect des performances techniques du pouvoir adjudicateur.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et le programme fonctionnel détaillé fourni par le pouvoir adjudicateur, leurs annexes et autres pièces du DCE ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi. Le candidat signera ces documents dans le cadre de la mise au point du marché. A défaut les documents détenus par le pouvoir adjudicateur et notifiés au titulaire seront les documents contractuels.

### ■ **Mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations et travaux**

Ce document comprendra :

- a- Note descriptive du système constructif précisant notamment :
  - a. noms, expériences et qualifications professionnelles pertinentes des responsables (et leurs suppléants) de la conduite des études et travaux (curriculum vitae, par exemple)
  - b. L'outillage, le matériel et l'équipement technique qui seront utilisés pour l'exécution des travaux ; outils spécifiques de suivi des interventions et de lien avec le bailleur et les locataires
  - c. Description des procédés techniques et méthodologies d'intervention pour les principaux travaux envisagés.
  - d. Matériaux utilisés, revêtements proposés, manutention, etc
- b- 3 Références en opérations similaires (descriptif succinct / coût / délais)
- c- Une note organisationnelle de reconnaissance du site et de ses contraintes (site occupé / accès / plan installation de chantier)
- d- Une note relative à la performance environnementale prise en compte dans la solution envisagée (confort d'été, performance énergétique, etc.)
- e- Proposition d'optimisation des délais qui sera reporté par le candidat à l'article 3-1 Durée du marché de l'acte d'engagement (calendrier d'exécution avec détail planning toutes phases confondues : conception, préfabrication et réalisation sur site)

Le cadre d'acte d'engagement n'a pas à être signé par les candidats. L'acte d'engagement ainsi que le CCAP seront signés par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.

## **5. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE**

### **5.1 CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES**

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

#### **1) Critère 1 : Prix des prestations 50%**

Le critère sera apprécié au regard du prix global et forfaitaire définitif, tel que proposé, pour l'ensemble du marché dans l'acte d'engagement.

Les propositions de prix seront notées selon la formule suivante (sur 50 points) :

$$50 \times \frac{\text{prix du moins disant}}{\text{prix de l'offre}} =$$

Pour rappel, le montant maximal de l'enveloppe budgétaire pour la conception et réalisation du projet : 135 000.00 € HT soit 162 000.00 € TTC.

Le non respect de l'enveloppe budgétaire allouée rend l'offre irrégulière et cette dernière sera rejetée.

## 2) Critère 2 : Valeur technique 50%

Appréciée notamment au vu du contenu du mémoire justificatif indiqué ci-dessous (note sur 50 points).

Ce dossier sera obligatoirement constitué dans l'ordre indiqué ci-après, de 5 chapitres distincts correspondant aux sous-critères retenus.

NB : en cas de non respect dans la forme du document, l'offre sera jugée recevable mais la note du mémoire technique sera directement impactée = - 5 pts / 50 points

### a- Note descriptive du système constructif sur **15 points**

- a. noms, expériences et qualifications professionnelles pertinentes des responsables (et leurs suppléants) de la conduite des études et travaux (curriculum vitae, par exemple)
- b. L'outillage, le matériel et l'équipement technique qui seront utilisés pour l'exécution des travaux ; outils spécifiques de suivi des interventions et de lien avec le bailleur et les locataires
- c. Description des procédés techniques et méthodologies d'intervention pour les principaux travaux envisagés.
- d. Matériaux utilisés, revêtements proposés, manutention, etc

### b- 3 Références en opérations similaires (descriptif succinct / coût / délais) sur **10 points**

### c- Une note organisationnelle de reconnaissance du site et de ses contraintes sur **10 points**

### d- Une note relative à la performance environnementale prise en compte dans la solution envisagée (confort d'été, performance énergétique, etc.) sur **10 points**

### e- Proposition d'optimisation des délais (calendrier d'exécution avec détail planning toutes phases confondues : conception, préfabrication et réalisation sur site, tel que proposé par le candidat à l'article 3-1 Durée du marché de l'acte d'engagement sur **5 points**

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

## 5.2 VÉRIFICATION DE LA SITUATION DES CANDIDATS - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les candidats admis à remettre une offre produiront dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :

- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## 6. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

### Cas général : Seule la forme dématérialisée est admise

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence 2026-DDT47-CASTELCULIER

Cependant, l'envoi non dématérialisé est admis pour les éléments suivants qui ne peuvent être transmis par la voie dématérialisée :

Si le candidat adresse plusieurs candidatures et/ou offres différentes, seule la dernière candidature et/ou offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Attention, en conséquence, tout nouveau dépôt d'une candidature et/ou d'une offre doit comporter l'ensemble des documents requis au titre du présent règlement. A défaut, la candidature sera jugée irrecevable et/ou l'offre irrégulière.

### 6.1 CONDITIONS DE LA DÉMATÉRIALISATION

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf
- .docx ou .xlsx ou .pptx
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

### 6.2 MODALITÉS D'ENVOI DES PROPOSITIONS DÉMATÉRIALISÉES

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAide>



Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. La taille maximum acceptée pour le dépôt des plis est de 1000 Mo.

Chacun des "dossiers" ou "répertoires" électroniques intégrés dans le "pli" électronique transmis formant la candidature ou l'offre devront être nommés de la façon suivante : **Bâtiment modulaire DDT**

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

**Copie de sauvegarde :** Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde pourra être remise sur support physique électronique. Il est exigé le format suivant : clé USB Si à l'article ci-dessous, le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Monsieur le Préfet

Adresse : PREFECTURE DE LOT ET GARONNE – Secrétariat Général Commun Départemental – Place de Verdun – 47923 AGEN Cedex 9

Offre pour Marché de conception-réalisation pour la réalisation d'un bâtiment modulaire à usage d'accueil du candidat aux épreuves pratiques du permis de conduire PL et motos.

Candidat : .....

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

## 6.3 MODALITÉS DE SIGNATURE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### **Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.**

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

L'acheteur laisse la possibilité à l'attributaire de signer le marché via une signature électronique ou de le signer manuscritement.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à une séance de signature de ses pièces.

En cas de signature électronique, le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.



Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

## **7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

---

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur.

Une réponse sera alors adressée au plus tard quatre jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

## **8. DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL**

---

### **8.1 ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT**

---

Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. L'organisateur de la consultation ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de remise des candidatures, prestations et offres de prix. Les frais de transport des prestations sont à la charge des candidats.

### **8.2 SUITE DONNÉE À LA CONSULTATION**

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

Dans tous les cas, à l'issue de la procédure, le pouvoir adjudicateur ne prévoit pas d'exposition des projets des candidats.

La participation à la consultation vaut autorisation de la part des candidats pour une exposition nominative de l'équipe candidate concepteur du projet. Le candidat remettra avec son offre l'autorisation dont le modèle est joint en annexe au présent RDC dûment signée par lui.

### **8.3 DROITS DE PROPRIÉTÉ ET PUBLICITÉ DES PROJETS**

---

L'étendue de la cession des droits patrimoniaux de l'attributaire du marché est définie au CCAP.

Les prestations des autres candidats ne peuvent être utilisées en tout ou partie par le pouvoir adjudicateur sans accord de leurs auteurs.

